



Appel à communication pour l'édition 2017 du colloque international de Rabat

Sur le thème :

"PRATIQUES DE GOUVERNANCE, TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT INCLUSIF"

Lieu : Rabat, 23, 24 et 25 Novembre 2017

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales – Souissi, Rabat, Maroc

COLLOQUE ORGANISE PAR :

- La Chaire de l'OMC, Université Mohammed V de Rabat
- La Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (Bureau de Rabat)
- Le Centre Africain de Politique Commerciale
- Laboratoire d'économie appliquée au développement (LEAD, Université de Toulon)

I. Introduction

La transformation économique est associée à un changement radical de la structure de l'économie et de ses moteurs de croissance et de développement. Elle a nécessairement les implications suivantes : une réallocation de ressources des secteurs et activités moins productifs à des secteurs et activités plus productifs ; un accroissement de la contribution relative du secteur manufacturier au PIB ; une diminution de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total ; un redéploiement de l'activité économique des zones rurales vers les zones urbaines ; l'essor d'une économie industrielle et des services moderne ; une transition démographique assurant le passage de taux de croissance et de mortalité élevés (fréquents dans les zones sous-développés et dans les zones rurales) à de faibles taux de croissance et de mortalité (associés à de meilleures normes sanitaires dans les régions développées et dans les régions urbaines), et une urbanisation croissante [Nations Unies, 2013]¹. Les expériences réussies de développement dans nombreux pays asiatiques démontrent l'existence d'une interaction dynamique entre transformation structurelle, bonne gouvernance et développement inclusif (Nelson et Pack 1997², Nelson (2005)³.

D'une part, une mauvaise qualité des institutions entrave la transformation économique et bloque le changement. La qualité des institutions et la libéralisation politique facilitent en revanche ce processus⁴. La mauvaise gouvernance et la faible qualité des institutions dans beaucoup de pays du Sud de la Méditerranée et de l'Afrique subsaharienne⁵ n'ont pas permis de corriger les défaillances du marché et de favoriser un développement durable.

D'autre part, sans profonde transformation économique, il s'avère difficile d'atteindre les objectifs d'un développement inclusif ou de promouvoir une prospérité partagée.

C'est ainsi que le groupe de la banque africaine de développement dans son programme présenté à l'assemblée annuelle de Marrakech avance que « pour

¹Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique. « La transformation économique pour le développement de l'Afrique ». Réunion du C10, avril 2013.

²Nelson, R., et H. Pack (1997). « The Asian Miracle and Modern Growth Theory ». *Policy Research Working Paper, WPS no 1881*, Banque mondiale, Washington, D.C.

³ Nelson, R. R. (2005). *Technology, Institutions, and Economic Growth*. Harvard University Press, Cambridge, MA

⁴Hali Edison (2003), Qualité des institutions et résultats économiques Un lien vraiment étroit? *Finances & Développement* Juin

⁵ Banque mondiale (2016), Évaluation des politiques et des institutions nationales : des résultats mitigés pour les pays africains, *communiqués de presse du 28 juin 2016*

atteindre une croissance inclusive, les dirigeants africains et les décideurs doivent mettre en place des politiques et des institutions, soutenues par la bonne gouvernance, garantissant que les résultats élevés de croissance économique aboutissent à un plus large accès aux opportunités socio-économiques durables pour un plus grand nombre de personnes, en protégeant les groupes les plus vulnérables de la société »⁶.

Dans son dernier Rapport sur la situation économique dans la région MENA (avril 2017), la Banque mondiale a mis l'accent sur les défis de transformation structurelle que doivent relever les pays de cette région et sur les réformes qu'ils doivent entreprendre en matière de gouvernance dans le secteur public, d'administration publique et de système éducatif pour accélérer cette transformation.

A cet égard, l'effort entamé par les pays de cette région en matière de diversification n'a pas été accompagné par des politiques actives dans le domaine du financement, de la recherche et de l'intégration dans les chaînes de valeur globales.

Plus grave encore, certains pays de la région se trouvent confrontés à une violence prolongée et une exacerbation de conflits armés. D'où des défaillances étatiques et des privations de la population d'institutions transparentes et inclusives.

Les populations des pays de la région confrontés à différentes formes de violence et de privation ne peuvent accéder à la justice et bénéficier des libertés fondamentales.

Si l'objectif 16 du développement durable adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre 2015 consiste à "promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous", les pays de la région doivent avoir des institutions légitimes, inclusives et transparentes.

⁶ Groupe Banque africaine de développement (2013), Croissance inclusive et durable: Cadrage des enjeux. Assemblées annuelles, Marrakech, 27-31 mai 2013. <https://www.afdb.org/fr/annual-meetings-2013/programme/inclusive-growth-and-sustainability-framing-the-issues/>

On ne peut concevoir aujourd'hui un programme de développement "transformateur et durable" sans l'asseoir sur l'État de droit et l'inclusion. Le déficit démocratique alimente à cet effet la contre-performance économique⁷.

Par ailleurs, l'absence de progrès réels sur la voie de l'intégration régionale a privé les pays de la région des opportunités offertes par les complémentarités régionales et l'augmentation des flux interrégionaux. L'intégration régionale s'avère aujourd'hui comme un levier stratégique dans le processus d'accession aux meilleurs segments des chaînes de valeur globales.

Dans ce contexte précis, les pays de la région ne peuvent gravir l'échelle technologique sans capital humain de grande qualité et sans environnement politique et institutionnel favorable pour le commerce et l'investissement et ainsi que pour la création et l'innovation.

La mise à niveau tant de l'entreprise que de l'administration passe dans les pays en développement par des systèmes d'éducation et de formation qualifiants et égalitaires.

Si la Corée du Sud a réussi à relever le niveau de son capital humain, c'est surtout comme l'ont noté plusieurs organisations internationales (Banque mondiale⁸, UNESCO, ⁹...), grâce un système public d'éducation de qualité pour tous¹⁰. Plus généralement, un tour d'horizon de la littérature économique révèle que « l'investissement dans le capital humain » est le facteur primordial du développement.¹¹

⁷ Rodrik, D. (1997) "Democracy and Economic Performance." *Mimeo, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, December 1997*

⁸ Banque mondiale, (1993), *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Sector Policy*, Oxford University Press, New York.

⁹ UNESCO (2005), *Education pour tous : L'exigence de qualité*, Edition UNESCO., 461 pages

¹⁰ Park-Barjot, Rang-Ri, et Jmmyn Parc. « Le capital humain : facteur clé du modèle coréen de développement », *Outre-Terre*, vol. 39, no. 2, 2014, pp. 74-90. ; Herinjatovo Ramiarison, A. (2002), « Le rôle des conditions initiales dans la croissance économique rapide de l'après-guerre en Asie de l'Est : le cas de la Corée du Sud », *Revue Région et Développement*, n° 15, p. 5-24.

¹¹ Schultz, T. (1961), "Investment in Human Capital", *American Economic Review*, Vol. 51, p. 1-17.; Hugon Ph.(2005), "La scolarisation et l'éducation : facteurs de croissance ou catalyseurs de développement ?", *Mondes en Développement*, Vol. 33, n° 132, p. 13- 27 ; Barro, R.J., Lee J.-W. (2001), "International Data on Educational Attainment: Updates and Implications", *Oxford Economic Papers*, Vol. 53, n° 3, p. 541-563. ;

II. Objectifs

1. Favoriser l'interaction et l'échange entre les chercheurs africains et du pourtour méditerranéen sur la corrélation entre pratiques de gouvernance, transformation économique et développement inclusif ;
2. Confronter les résultats des études théoriques et empiriques sur ce thème ;
3. Examiner les bonnes pratiques en matière de gouvernance ;
4. Analyser l'interaction entre commerce et transformation économique ;
5. Analyser le rôle de l'intégration régionale et des chaînes de valeur régionales dans le processus de transformation et de diversification des économies ;
6. Explorer les potentialités de la coopération multilatérale en matière d'accompagnement du processus de transformation et de diversification des économies.

III. Axes du colloque

- ✓ Transformation économique et développement inclusif ;
- ✓ Enjeux de la transformation structurelle en Afrique ;
- ✓ Bonne gouvernance et inclusion sociale et politique ;
- ✓ Rôle de l'Etat dans la transformation économique ;
- ✓ Gouvernance et commerce ;
- ✓ Coopération internationale et développement inclusif en Afrique du Nord ;
- ✓ Capital humain et transformation économique ;
- ✓ Sophistication de la production et des exportations et changement structurel des économies ;
- ✓ Politique industrielle et transformation économique ;
- ✓ Investissement domestique ;
- ✓ Objectifs du développement durable et transformation économique ;
- ✓ Incertitude politique et insécurité économique.

IV. École doctorale méditerranéenne

Le 25 novembre 2017 sera consacré à l'organisation d'un séminaire d'études doctorales ouvert à de jeunes chercheurs (doctorants ou étudiants à la sortie du master qui souhaitent débiter une thèse) travaillant soit sur la problématique du colloque, soit sur les pays de la rive sud méditerranéenne ou africains.

Les candidats intéressés peuvent :

- Soit proposer une communication en suivant la procédure générale de réponse au présent appel en y apposant la mention « doctorant ». Leur proposition sera examinée par le comité scientifique du colloque en même temps que toutes les autres et sera retenue en tant que communication dans l'un des ateliers parallèles du colloque ou comme présentation dans le cadre de l'école doctorale (date limite de remise de la proposition le 30 juin 2017) ;
- Soit s'inscrire pour faire une présentation de leur projet ou de leur recherche en cours dans le cadre du séminaire d'études doctorales du 25 novembre 2017.

V. Calendrier scientifique

☞ **30 juin 2017** : Date limite d'envoi des propositions de communications (titre, auteur(s) avec institutions d'appartenance, e-mail et résumé de 2 pages) à : **chaire-omc@um5s.net.ma**

☞ **17 juillet 2017** : Date d'envoi de la liste des propositions acceptées

☞ **27 octobre 2017** : date limite d'envoi des communications des auteurs à : **chaire-omc@um5s.net.ma**

☞ **13 novembre 2017** : publication du programme définitif du colloque.

VI. Normes de présentation des communications

Chaque texte doit être d'une longueur maximale de 20 pages, en Times New Roman 12, interligne simple au format WORD. Les communications pourront être écrites (et présentées oralement) en français ou en anglais. En vue de la publication des actes du colloque, les sources utilisées, les tableaux et graphiques insérés doivent être accompagnés de toutes les références universitaires selon les normes en usage. En outre, les versions définitives des communications doivent comporter un résumé d'une page traduisant clairement et pleinement le contenu du texte, ainsi qu'une liste des mots clés et des codes JEL.

La bibliographie doit être mise aux normes en vigueur : Voir les normes détaillées à : http://www.tandf.co.uk/journals/authors/style/reference/tf_A.pdf

▪ ***Pour un ouvrage :***

Nom de l'auteur, A.A. (année de publication). *Titre et sous-titre de l'ouvrage en italiques*. (N° de l'édition si plusieurs éditions). Ville de publication avec indication de l'État si aux USA : Éditeur.

Exemple :

Helfer, M.E., Keme, R.S., & Drugman, R.D. (1997). *The battered child* (5th ed.). Chicago, IL: University of Chicago Press.

Si ouvrage sous presse indiquer :

Helfer, M.E., Keme, R.S., & Drugman, R.D. (sous presse)...

Si ouvrage repris sur un site web :

Ajouter à la référence ci-dessus : Repris de <http://www.xxxxxx> ou Retrieved from <http://www.xxxxxx> (si ouvrage en anglais).

▪ *Chapitre dans un ouvrage :*

Auteur, A.A., & Auteur, B.B. (année de publication). Titre du chapitre. In A. Editor & B. Editor (Eds.), Titre de l'ouvrage en italiques (pages du chapitre). Lieu publication : Éditeur.

Exemple :

O'Neil, J.-M., & Egan, J. (1992). Men's and women's gender role journeys : Metaphor for healing, transition, and transformation. In B.R. Wainrib (Ed.), Gender issues across the life cycle (pp. 107–123). New York, NY : Springer.

▪ *Communication à un colloque :*

Nom, C. (année, mois). Titre de la communication en italiques. Communication présentée à intitulé du colloque, Ville, Indication de l'État si aux USA. Exemple: Lanktree, C. (1991, February). Early data on the Trauma Symptom Checklist for Children (TSC-C).

Paper presented at the meeting of the American Professional Society on the Abuse of Children, San Diego, CA.

▪ *Article :*

Auteur A.A., Auteur, B.B., & Auteur, C.C. (année). Titre de l'article. Titre de la revue, Volume (Numéro), p–p.

Exemple :

Harlow, H.F. (1983). Fundamentals for preparing psychology journal articles. Journal of Comparative and Physiological Psychology, 55(3), 893–896.

VII. Comité scientifique

- A. GHOUFRANE, Professeur de l'enseignement supérieur et titulaire de la Chaire de l'OMC, Université Mohammed V de Rabat
- O. I - ABDOURAHMAN, (CEA, Bureau de Rabat)
- Z. BENHAMOUCHE, (CEA, Bureau de Rabat)
- O. GBAGUIDI, (CEA, Bureau de Niamey)
- M. S - JALLAB, Économiste, OMC, Genève
- N. OULMANE, (CEA, Addis Ababa)
- A. SILEM, Professeur des universités, Université Jean-Moulin Lyon 3
- C. B - GILLES, LEAD, Université Toulon
- N. PERIDY, Professeur, LEAD, Université de Toulon
- R. SANDRETTO, Professeur honoraire, Université Lumière Lyon 2
- J. D - Clavel, Consultant international et professeur, Université de Zürich
- F. A - GERO, Chaire OMC de l'Université Abomey-Calavi, Cotonou
- S. DKHISSI, Professeur de l'enseignement supérieur, Université Mohammed V de Rabat
- G. DUFRENOT, Ecole d'Economie d'Aix-Marseille (AMSE)
- A. MBAYE, Chaire de l'OMC de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar
- A. DERBAL, Université d'Oran
- M. AYADI, ISG, Université de Tunis
- L. BAGHDADI, Chaire de l'OMC de l'Université de Tunis
- H. BEN HAMMOUDA, ancien ministre des finances de la Tunisie
- A. MINEA, Université d'Auvergne (Clermont – France)
- A. PARENT (Sciences Po Lyon)
- K. B - BEN SOLTANE, IDEP, Dakar
- D. LABARONNE, Université Bordeaux 4

VIII. Comité d'organisation

- A. GHOUFRANE
- O. I - ABDOURAHMAN
- Z. BENHAMOUCHE
- O. GBAGUIDI
- M. JABBARA
- N. CHERIET
- M. BOUZIT

IX. Valorisation du colloque

Après sélection et procédure de *referee*, le colloque donnera lieu à des publications dans des revues ou sous forme d'ouvrages.

X. Droits d'inscription

Individuel : **120 euros**

Étudiants : **50 euros**

Prise en charge institutionnelle : **180 euros**



CEA



Colloque international de Rabat Edition 2017

Sur le thème :

"PRATIQUES DE GOUVERNANCE, TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT INCLUSIF"

Lieu : Rabat, 23, 24 et 25 Novembre 2017

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales – Souissi, Rabat, Maroc

PROGRAMME

Jeudi 23 novembre 2017

I. SESSION INAUGURALE / OPENING - Amphi Siège

9h00 Accueil des participants/ Welcome

9h30 Ouverture du Colloque / Opening

Allocution de :

- Président de l'Université Mohammed V Rabat
- Directrice, CEA Afrique du Nord (Bureau de Rabat)
- Doyen de la FSJES - Souissi et Titulaire de la Chaire OMC, Université Mohamed V
- Représentant de l'OMC
- Représentante du Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD), Université de Toulon

Pause café (10h30-11h00) / Coffee Break (10h30-11h00)

II. SESSION PLENIERE I : (11h00 - 12h30) - Amphi Siège

Modérateur : MUSTAPHA SADNI JALLAB, Economiste et chef d'unité du programme des chaires de l'OMC

Coût du commerce et compétitivité dans les chaînes de valeur globales

HUBERT ESCAITH, Aix-Marseille University (Aix-Marseille School of Economics), GREQAM, CNRS & EHESS Associate Researcher Ex Statisticien en chef de l'OMC

Débats

Déjeuner / Lunch (12h30 - 14h30)

III. SESSIONS EN ATELIERS / PARALLEL SESSIONS (14h30-16h00)

Atelier 1 : *Transformation économique et développement inclusif* - **Salle de conférence (Décanat)**

Président(e) / Chair : **MUSTAPHA SADNI JALLAB**

Participants	Communication	Institut
PHILIPPE HUGON	Comment lier transformations économiques et développement inclusif à diverses échelles territoriales ?	IRIS - Paris
PHILIPPE GILLES YUSUF KOCOGLU	Institutions, développement et croissance inclusive : une approche par le modèle « proies-prédateurs »	LEAD - Université de Toulon
AYADI MOHAMED	Etude sur la croissance inclusive et durable en Tunisie : Déterminants et voies possibles à suivre	Université de Tunis
DORSAF JAMMALI NAOUFEL LIOUANE	Quel modèle de développement durable pour les pays de Maghreb ?	Université El Manar - Tunis
KCHIRID EL MUSTAPHA LAKHDAR ADOUKA HABIB BEN BAYER	Le développement inclusif : Investigation empirique pour le cas de l'économie algérienne	Université Cadi Ayyad - Marrakech Université de Mascara - Algérie Université d'Oran2 - Algérie
NAOUFEL LIOUANE	Politique régionale et développement inclusif en Tunisie	Université El Manar - Tunis

Atelier 2 : *Enjeux de la transformation structurelle en Afrique* – **Centre D'études Doctorales**

Président(e) / Chair : **OCHOZIAS GBAGUIDI**

Participants	Communication	Institut
CECILE BASTIDON BASTIEN BONIJOLY	Intégration et développement financier des économies du bassin méditerranéen	LEAD - Université de Toulon
KHALED MENNA SAMER MEHIBEL	Les pays de l'Afrique du Nord et les IDE face à la problématique de l'attractivité	CREAD - Alger
SAÏD TOUFIK KAWTAR AITSAYAD EL MEHDI JABBARA	Effets de la facilitation des échanges sur la dynamique commerciale et l'attractivité des IDE : cas du Maroc	Université Mohammed V de Rabat
MOUHAMED MBOUANDI SONG JACQUES SIMON	Qualité des institutions, ouverture commerciale et développement durable en Afrique Centrale	Université de Dschang - Cameroun
KAMAL OUKACI MEHIDI KAHINA	Gestion de ressources naturelles, qualité des institutions et croissance économique. Cas d'un panel de pays africains exportateurs de matières premières	Université de Bejaia - Algérie

Atelier 3 : *Bonne gouvernance et inclusion sociale et politique* - **Salle de Réunion (Département de Droit Public)**

Président(e) / Chair : **AMAL MAANINOU**

Participants	Communication	Institut
OMAR ISMAEL ABDOURAHMAN	Time Poverty : A Contributor to Women's Poverty ? Analysis of Time-Use Data in Africa	CEA - Rabat
KHALID MOUKITE	La nécessité d'une bonne gouvernance en matière de développement humain au Maroc	Université Mohammed V de Rabat
DIANE H. GNANGUENON OCHOZIAS GBAGUIDI	La participation citoyenne au Bénin : Vers un mécanisme d'effectivité tiré des expériences du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie	GIZ - Cotonou CEA - Afrique de l'Ouest
SONIA KARA AKNINE ROSA-SOUIDI	Les formes de solidarité et d'actions sociales en Kabylie et leur implication dans le développement économique et social des populations	Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
MOUNIA KHELFAOUI ZAHIA KOUACHE	L'économie sociale une approche de la transformation économique	Université Djilali Bounaama, Khemis-Miliana - Algérie
MARTIN RAYMOND WILLY MBOG IBOCK	La gestion inclusive de la bonne gouvernance dans l'économie de l'artisanat au Cameroun. De l'invention à la réinvention des performances	Université de Douala - Cameroun

Atelier 3 Bis : *Bonne gouvernance et inclusion sociale et politique* - **Salle de Réunion (Département de Droit Privé)**

Président(e) / Chair : **ZOUBIR BENHAMOUCHE**

Participants	Communication	Institut
ABDELLATIF BOUAZZA	L'inclusion socio-économique des jeunes par l'économie sociale et solidaire au Maroc : État des lieux, Enjeux et Défis	Université Mohammed V de Rabat
REDA MARAKBI	Corruption and inflation : a reassessment	University of Orléans - France
NICEPHORE ASSOUA ELAT	Gouvernance et production bananière en Afrique. Entre notions "d'entreprise citoyenne", de "responsabilité sociale" et légitimation des pratiques asociales. Le cas de la Cameroon Development Corporation et du groupe SPNP-SBM-PHP au Cameroun (de 1991 à nos jours)	Université de Yaoundé I - Cameroun
PAUL DOMINIQUE ZANGA ONGBWA	La responsabilité sociétale est-elle féminine ? L'expérience des banques transfrontalières en Afrique	Université de Buea - Cameroun
KAMEL SI MOHAMMED	The relationship between democracy and corruption in MENA countries	Ain Temouchent University - Algérie
FADILA CHALAL RADIA MEZGHICHE	L'emploi féminin et la croissance économique en Algérie : évolution et perspectives	Université Abderrahmane Mira de Bejaia - Algérie
WAFI OUERGHEMMI	Chômage des jeunes en Tunisie : Entre l'espoir des réformes structurelles et l'absence de la bonne gouvernance	Université Jendouba - Tunisie

IV. SESSIONS EN ATELIERS / PARALLEL SESSIONS (16h15-17h45)

Atelier 4 : *Rôle de l'Etat dans la transformation économique* - **Salle de conférence (Décanat)**

Président(e) / Chair : AHMED SILEM

Participants	Communication	Institut
ZOUBIR BENHAMOUCHE	Institutions et transformation structurelle	CEA - bureau de Rabat
MOHAMED YAZID BOUMGHAR	Intégration régionale et Transformation économique : Examen de l'expérience de l'Algérie	CREAD - Algérie
SAID ASSAL	Le régime d'Etat providence au Maroc	Université IbnTofail - Kénitra
MOHAMED MOËZ YAÏCHE	La cohérence des politiques publiques : quelle contribution à la consolidation du développement économique de l'Afrique ?	Université de Sfax - Tunisie
MOULOUD GUERCHOUH	Réformes économiques et mutations du système de gouvernance des entreprises publiques algériennes	Université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou - Algérie
ALMAHDI KORAICH MOUSTAPHA HAMZAOUI YOUNES SAHIBI	Les inégalités régionales du PIB/Hab : approche par économétrie spatiale	Université Abdelmalek Essaadi - Tanger
KAOUTAR EL MENZHI MAJDA AZARIZ	Economie numérique ou numérisation de l'Économie ? Débat méthodologique et rôle des politiques publiques	Université Mohammed V de Rabat

Atelier 5 : *Gouvernance et commerce* - **Centre D'études Doctorales**

Président(e) / Chair : CECILE BASTIDON

Participants	Communication	Institut
DERBAL ABDELKADER	Le rôle des institutions et le commerce international dans les pays du MENA	Université d'Oran 2 - Algérie
YOUSSEF BELHAJ	Analyse transversale du cadre institutionnel de la gouvernance des politiques de promotion des exportations marocaines	Université Moulay Ismaïl - Meknès
MUSTAPHA KHOULID ABDELLAH ECHAOUI	L'impact des Mesures non tarifaires (MNT) sur le commerce extérieur marocain : Entre libéralisation et néoprotectionnisme	Université Mohammed V de Rabat
KAOUTAR DERIOUCH BENACEUR OUTTAJ	L'adhésion du Maroc à la CEDEAO : implications et perspectives	Université Mohammed V de Rabat



CEA



Atelier 5 Bis : *Gouvernance et commerce* - **Salle de Réunion (Département de Droit Privé)**

Président(e) / Chair : PHILIPPE GILLES

Participants	Communication	Institut
AZZEDINE GHOUFRANE RADOUANE RAOUF HICHAM HAFID	Le commerce réduit-il la pauvreté et les disparités régionales au Maroc ?	Université Mohammed V de Rabat
AMAL MAANINOU YOUNES BOUMAAZ	Maroc : Pertinence et limites méthodologiques des indicateurs de la facilitation des échanges	Université Mohammed V de Rabat
MOHAMMED EDDIB YASSINE AICHI	Gouvernance et Investissements Directs Étrangers (IDE) dans les pays en voie de développement : cas des pays Africains (1985-2015)	Université Hassan II - Casablanca
SAÏD TOUFIK ABDELALI YAKHLEF SAÂD EL BAGHDADI	Existe-il du potentiel du commerce entre le Maroc et la CEDEAO ? Essai de modélisation en données de panel	Université Mohammed V de Rabat

Atelier 6 : *Capital humain et transformation économique* - **Salle de Réunion (Département de Droit Public)**

Président(e) / Chair : OMAR ISMAEL ABDOURAHMAN

Participants	Communication	Institut
YOUNES RÉDHA BOUACIDA	Quelle place de l'économie de la connaissance en Algérie ? La transition du modèle de croissance en question	Université de Lille - France
OLFA BEN SLIMANE	Les attraits et défaillances du système de la formation professionnelle en Tunisie	Université de Picardie Jules Verne - France
HOURIA OUCHALAL épouse OULD MOUSSA ZAHIA BOUZIDA NADIR MALEK	Recherche et développement : Facteur clé de compétitivité et d'innovation technologique au sein des entreprises Algériennes	Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou - Algérie
DJAMAL SI-MOHAMMED	Système national de gouvernance ou gouvernance globale : quel impact sur la gouvernance des entreprises en Algérie ?	Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou - Algérie
NADIR SI-AHMED	Valorisation du capital humain pour des entreprises plus compétitive : le cas des entreprises Algérienne	Université de Blida 02 Alger - Algérie



CEA



Vendredi 24 novembre 2017

V. SESSION PLENIERE II / PLENARY II (9H00-10H30) - **Amphi Siège**

Modérateur : AHMED SILEM - Professeur des universités à l'université Jean-Moulin Lyon-3

Politiques Commerciales et Diversification : Cas de l'Algérie

YOUCEF BENABDALLAH, CREAD - Alger

Débats

Pause café (10h30-11h00) / Coffee break (10h30-11h00)

VI. SESSIONS EN ATELIERS / PARALLEL SESSIONS (11H00-12H30)

Atelier 7 : Politique industrielle et transformation économique - Salle de Réunion (Département de Droit Public)

Président(e) / Chair : YOUCEF BENABDALLAH

Participants	Communication	Institut
SEMIA GUERMAS	Rapport Economique sur l'Afrique qui porte les questions de la Gouvernance et les liens vertueux entre les politiques d'industrialisation et urbanisation	CEA - Addis Abeba
AZZEDINE GHOUFRANE NABIL BOUBRAHIMI MAROUANE RAISS	Transformation structurelle de l'économie marocaine : Quel rôle pour la politique industrielle ?	Université Mohammed V de Rabat Université IbnTofail - Kénitra
BRUNO ONGONKOA ZIED EMMANUEL AKROUT	Contribution des IDE à l'industrialisation de l'Afrique : la qualité des institutions importe-t-elle ?	Université de Buea - Cameroun
ZAHIA BOUZIDA HOURIA OUCHALAL épouse OULD MOUSSA NADIR MALEK	L'impact des pratiques de gestion des ressources humaines sur la performance de l'entreprise : Cas du secteur industriel algérien	Université Mouloud Mammeri - Tizi-Ouzou - Algérie

Atelier 8 : Investissement domestique - Centre D'études Doctorales

Président(e) / Chair : AYADI MOHAMED

Participants	Communication	Institut
ULF VON KALCKREUTH	Governance and Investment in Emerging Economies: The Role of Official Statistics in Mitigating Information Asymmetries and Financing Constraints	Deutsche Bundesbank, DG Statistics - Germany
ABDELKADER EL KHIDER IMANE ZEROUALI BOUKHAL MOHAMED ZAIDANE	La qualité des institutions prend-t-elle en otage la promotion des investissements au Maroc ?	Université Cadi Ayyad - Marrakech

**BOUZID TAOUS
SAMIR BOUMOULA**

Contribution à l'analyse d'impact de la politique budgétaire sur la diversification de l'économie algérienne

Université Abderrahmane Mira de Bejaia - Algérie

**Atelier 9 : Objectifs du développement durable et transformation économique -
Salle de conférence (Décanat)**

Président(e) / Chair : ABDELLATIF BOUAZZA

Participants	Communication	Institut
JEAN-DANIEL CLAVEL	Vers un nouveau modèle d'affaires	Dr. ès sc. techniques, Ingénieur EPFZ, Professeur & Consultant - Clavel Consulting
RAYENE DJELLAB	Notation financière, pratiques de gouvernance et développement	LEAD - Université de Toulon
IMEN JAOUADI	Gouvernance et ODD : Mise à l'épreuve du dialogue sociétal pour la réforme du système de santé en Tunisie	Université de Carthage - Tunisie
Wafa OUERGHEMMI	Chômage des jeunes en Tunisie : Entre l'espoir des réformes structurelles et l'absence de la bonne gouvernance	Université Jendouba - Tunisie

Déjeuner (12h30 - 14h30) / Lunch (12h30 - 14h30)

VIII. Présentation des ouvrages issus de la 9^{ème} et la 10^{ème} édition du colloque international de Rabat (14H45-16H00) – Salle de conférence (Décanat)

- AZZEDINE GHOUFRANE
- AHMED SILEM
- CECILE BASTIDON
- OCHOZIAS GBAGUIDI

Pause café (16h00-16h30) / Coffee break (16h00-16h30)

IX. SESSION PLENIERE DE CLOTURE (16h15) - Salle de conférence (Décanat)

- AHMED SILEM
- AZZEDINE GHOUFRANE
- CÉCILE BASTIDON
- MUSTAPHA SADNI JALLAB
- OMAR ISMAEL ABDOURAHMAN
- ZOUBIR BENHAMOUCHE

Samedi 25 novembre 2017

ECOLE DOCTORALE (9h00) - Salle de Conférence (CEDOC)

Participants	Communication	Institut
9h00 à 10h30		
HONORE BIDIASSE GREGORY MVOGO CYRILLE ONOMO	Une Analyse des Facteurs d'Adoption et d'Usage de la Monnaie Mobile par les Ménages au Cameroun	Université de Douala - Cameroun
ABDELALI ZAHAR	La nouvelle Approche budgétaire axée sur les Résultats et la Transformation économique	Université Mohammed V de Rabat
MOHAMMED MEZENE	La gouvernance de la flexibilité et stabilité financière au Maroc	Université Mohammed V de Rabat
LARBI AIT OUMGHAR	Le rôle des pays émergents dans la régulation du commerce international : un essai d'analyse empirique	CRMEF - Casablanca
OUAË EL JEBARI ABDELATI HAKMAOUI	Investors' over confidence bias as a determinant of volatility in the Moroccan stock exchange market : an application to major capitalizations shares	University Hassan II - Casablanca
BADR BAKKACHA FATIMA ZOHRA HASSOUN LARBI TOUHAMI	La Place du Maroc dans le commerce international : cas de la coopération Maroc-africaine	Université Abdelmalek Essaâdi - Tanger
11h00 à 12h30		
ASMAË BELARAJ MUTAPHA OUKASSI	Le rôle central de l'Etat dans la croissance économique, la transformation structurelle et la gestion du développement en Afrique	Université Mohammed V de Rabat
LOUBNA BARMAKI OTMANE MOKHTARI	Essai sur la contribution du Système de Management Intégré Qualité-Sécurité-Environnement (QSE) à l'opérationnalisation du développement durable et à la performance globale de l'entreprise industrielle marocaine : Vers une approche durable de la performance	Université Mohammed V de Rabat
ATMAN DKHISSI MOHAMED KHARISS	Les effets de seuil de la politique budgétaire et croissance économique - Cas du Maroc	Université Mohammed V de Rabat
MOHAMED LAGRARI MOUNIR ZOUITEN	Institutions et transformations structurelles : cas du secteur informel en Afrique	Université Mohammed V de Rabat
MARYAM HAMDİ	La communication interne comme vecteur de la performance organisationnelle	Université IbnTofail - Kénitra
WIAM LAHMIDI	Transformation sociale par l'innovation sociale : cas de la coopérative marocaine	Université Mohammed V de Rabat
NAOUFEL BELHAJ FATIMA ARIB	La gouvernance financière des villes et développement urbain durable au Maroc	Université Cadi Ayyad – Marrakech